

France-Toulouse: Legal services
OJ S 15/2021 22/01/2021
Contract notice – utilities
Services

Legal Basis:

Directive 2014/25/EU

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: Société de la mobilité de l'agglomération toulousaine

National registration number: 40837074000032

Postal address: 21 boulevard de la Marquette, BP 10416

Town: Toulouse

NUTS code: FRJ23 Haute-Garonne

Postal code: 31004

Country: France

E-mail: commande-publique@tisseo-ingenierie.fr

Telephone: +33 561144850

Internet address(es):

Main address: <http://www.tisseo.fr>

Address of the buyer profile: <http://tisseo.marches-publics.info/>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <http://tisseo.marches-publics.info/>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <http://tisseo.marches-publics.info/>

I.6. Main activity

Recreation, culture and religion

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Prestations d'assistance et de conseil juridique en matière de droit de la commande publique pour passation et exécution des différents marchés du projet de la connexion à la ligne B du métro (CLB)

Reference number: Clb 2021 14509

II.1.2. Main CPV code

79100000 Legal services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Pour la mise en œuvre de ses missions, le maître d'ouvrage souhaite, en appui de sa direction juridique dont les intervenants sont spécialisés dans ce domaine, s'adjoindre un conseil spécialisé pour des dossiers particulièrement sensibles ou à forte technicité juridique. L'objet de cet accord-cadre vise à confier au conseil une mission d'assistance et de conseil juridique sur les phases pré-opérationnelles et opérationnelles du projet de connexion de la ligne B à la future troisième ligne du métro toulousain.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

79111000 Legal advisory services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRJ23 Haute-Garonne

II.2.4. Description of the procurement

Pour la mise en œuvre de ses missions, le maître d'ouvrage souhaite, en appui de sa direction juridique dont les intervenants sont spécialisés dans ce domaine, s'adjoindre un conseil spécialisé pour des dossiers particulièrement sensibles ou à forte technicité juridique. L'objet de cet accord-cadre vise à confier au conseil une mission d'assistance et de conseil juridique sur les phases pré-opérationnelles et opérationnelles du projet de connexion de la ligne B à la future troisième ligne du métro toulousain.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Valeur technique de l'offre / Weighting: 60

Price - Weighting: 40

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 96

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

- la lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants signé par le candidat ou par le groupement;
- une déclaration sur l'honneur du candidat, ou de chaque membre du groupement candidat, attestant:
 - ne pas entrer dans un des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés; accord-cadre à bons de commande;
 - CLB 2021 14509 prestations juridiques en droit de la commande publique;
 - assistance et conseil juridique règlement de consultation 8/14;
 - qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales;
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, et apporter la preuve que l'autorisation de poursuivre son activité couvre la période correspondante à la durée du présent marché. Les attestations et déclarations sur l'honneur, visées ci-dessus, pourront être présentées via le formulaire DC1 disponible sur le site www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat — Les candidats non établis en France devront fournir les attestations portant règles d'effet équivalent;
- une attestation de conformité au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27.4.2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Chiffres d'affaires des trois dernières années.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Le candidat, et chaque cotraitant en cas de groupement, devra fournir:

- une note indiquant ses effectifs moyens annuels pour chacune des trois dernières années. Cette note indiquera également les titres d'études et professionnels (éventuellement au moyen de curriculum vitae) des responsables de prestations de même nature que celles de l'accord-cadre;
- les attestations, agréments et/ou les certificats de qualifications attestant de la capacité des candidats à réaliser la mission objet de l'accord-cadre: preuve de l'inscription à l'ordre des avocats le cas échéant;
- les références récentes des trois dernières années en matière de prestations similaires en nature et en importance: ces références devront préciser le maître d'ouvrage public ou privé et le montant des prestations ainsi que l'étendue des prestations dans la limite des règles déontologiques propres à la profession d'avocat. Les candidats ne devront pas fournir de références permettant d'identifier leur client, sauf à faire mention de références nominatives d'un ou plusieurs de leurs clients en apportant la preuve de leur accord exprès et préalable. Le candidat, et chaque cotraitant en cas de groupement, produit les mêmes documents concernant ses sous-traitants que ceux exigés pour lui. Le candidat produira en outre soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants. Les références et capacités d'un opérateur économique ne pourront être prises en considération dans le cadre de l'analyse des candidatures sans la présence de ces documents. La preuve de la capacité peut être apportée par tout moyen. Les justifications des capacités financières et

professionnelles visées ci-avant pourront être présentées via le formulaire DC2 disponible sur le site www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-ducandidat

III.1.6. Deposits and guarantees required

Sans objet.

III.1.7. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Païement par virement à 30 jours sur la base d'acomptes mensuels dans les conditions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique. Les opérations qui feront l'objet des bons de commande sont financées par Tisséo Collectivités dans le cadre du PDU, principalement par l'emprunt. Le financement de Tisséo Collectivités est assuré par les recettes commerciales, le versement transport et les participations des collectivités membres.

III.1.8. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

L'accord-cadre sera conclu avec un cabinet agissant en entrepreneur unique ou un groupement de cabinets qui seront solidaires ou un groupement de cabinets qui seront conjoints avec mandataire solidaire.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 22/02/2021 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 23/02/2021 Local time: 10:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://tisseo.marches-publics.info/>

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Toulouse

Postal address: 68 rue Raymond IV

Town: Toulouse

Postal code: 31068

Country: France

E-mail: greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Telephone: +33 562735757

Fax: +33 562735740

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

Toute décision pourra faire l'objet d'un recours:

- conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution ou de rejet;
- conformément aux dispositions de l'article L. 551-5 du code de la justice administrative avant la conclusion du contrat (référé précontractuel pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat);
- conformément aux dispositions de l'article L. 551-13 du code de la justice administrative, après la conclusion du contrat;
- conformément aux dispositions de l'article L. 521-1 du code de la justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

VI.5. Date of dispatch of this notice

19/01/2021